



## **Mot du président**

### ***Austère austérité***

Après des coupures à tous vents : en santé, en économie régionale, en économie locale, en enseignement et j'en passe. Voilà que la protection de la faune et des habitats est passée bien près d'écoper de cette sacro-sainte obsession de l'atteinte de l'équilibre budgétaire.

Après avoir licencié plusieurs agents de conservation et biologistes, la section Faune et Parcs est revenue sur sa décision en réembauchant, en début d'année, les employés mis à pied. Il est certain qu'une telle réduction du personnel terrain privait le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques d'une expertise assurant le suivi de nombreux dossiers reliés à la gestion, à la protection et à la mise en valeur de la faune. Le ministère a, rappelons-le, la mission d'assurer la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat. Comment aurait-il réalisé une surveillance adéquate de la chasse et de la pêche avec la perte de plusieurs agents de protection de la faune? Serait-il en mesure de protéger les espèces menacées en se privant de l'expertise de biologistes? Aurait-il été en mesure d'intervenir auprès des ministères et autres instances ayant des projets générant des impacts sur la faune? La recherche, tout comme la protection de l'environnement et sa faune, en aurait-ils soufferts?

Pour en arriver à ce revirement de situation, le ministère a utilisé une taxe déguisée en augmentant la tarification des permis de chasse et de pêche. Une majoration très importante qui fait réagir les utilisateurs de notre territoire. Si la logique d'utilisateur-payeur est la ligne directrice de ce gouvernement, il faut se poser la question : qui seront les prochains utilisateurs à défrayer cette philosophie?

Avec un pauvre budget de 0.003 % du budget total du gouvernement du Québec, le MDDELCC n'a plus de mordant et n'a plus non plus ni les ressources, ni la possibilité d'intervenir rapidement face aux nombreuses agressions touchant nos écosystèmes et leur biodiversité. Cela démontre bien toute l'importance accordée à notre environnement par nos instances gouvernementales, tant fédérale que provinciale. Et quand ces gouvernements placent très loin en avant l'économie sur l'environnement, il advient des dossiers où l'acceptation sociale est impossible et n'a même plus sa place. C'est navrant!

Bernard Arsenault